

Royaume du Maroc



**Direction des Etudes  
et des Prévisions financières**

## **Comparaison internationale des finances publiques**

*Mars 1997*

**Document de travail n° 17**

## Première partie : A analyse comparative des finances publiques

### 1. Evolution des finances publiques (1980-1996)

#### 1.1 Les recettes budgétaires

- Tendance à la baisse de la pression fiscale entre 1992 et 1995 passant respectivement de 26,1% à 22% du PIB hors agriculture, après s'être accrue entre 1980 et 1992. Cette situation est due à la baisse des taux d'imposition ( IS de 40% en 1992 à 36% en 1995), à l'institution d'un système d'amortissement dégressif, au relèvement du seuil d'exonération pour l'IGR , à la suppression du taux de 30% au niveau de la TVA...
- Le pic de 1992 pour la pression fiscale est imputable notamment aux aménagements qui ont concerné outre l'institution du système des acomptes :
  - √ l'impôt sur les sociétés : cotisation minimale portée à 0,5% des produits d'exploitation, limitation de la déduction fiscale relative aux amortissements des voitures de tourisme ;
  - √ l'impôt général sur le revenu : institution d'une cotisation minimale et d'une contribution de 25% sur les revenus professionnels ou fonciers exonérés ;
  - √ la taxe sur la valeur ajoutée : extension du champs d'application de la TVA aux commerçants dont le chiffre d'affaires est supérieur à 3 millions de dirhams, et institution de nouveaux taux (7% et 14%) ;
  - √ la taxe sur les profits immobiliers : institution d'une cotisation minimale.
- Redressement de la pression fiscale en 1996 retrouvant son niveau de 1993.
- Stabilité sur la période 1980-1996 de la structure des recettes fiscales par catégorie d'impôts, ce qui rend moins aisée la compensation à l'avenir du démantèlement douanier.
- Progression des impôts directs en pourcentage du PIB hors agriculture de 5,3% en 1980 à 7,8% en 1996 avec des pics en 1990 et 1992 dus à l'amnistie fiscale et à la mise en place du système des acomptes respectivement.
- Gain d'un point de PIB hors agriculture de la TVA entre 1980 et 1996 au détriment notamment de la TIC hors pétrole.
- Stabilité des droits de douane autour de 6% du PIB hors agriculture entre 1980 et 1993 et tendance accélérée à la baisse par la suite.
- Baisse sensible de la contribution de l'OCP aux recettes ordinaires de l'Etat de 5,3% en 1980 à 0,3% en 1996.
- Insuffisance des recettes de privatisation qui ne dépassent pas 1% du PIB hors agriculture.

## **1.2 Les dépenses publiques**

- Appréciation des dépenses courantes en pourcentage du PIB hors agriculture de 25,3% en 1980 à 26,2% en 1995. Le train de vie de l'Etat n'a pas baissé malgré la politique d'ajustement structurel.
- Importance du poids de la masse salariale globale (Etat et collectivités locales) qui a représenté 13,8% du PIB en 1995. La masse salariale de l'Etat est passée de 11,2% du PIB en 1991 à 12,6% en 1995.
- Forte progression de la masse salariale de l'Etat de 4.593 millions de dirhams entre 1996-97 et 1997-98 imputable en grande partie aux dispositions du dialogue social.
- Tendance à la hausse des intérêts de la dette depuis la fin du rééchelonnement en passant de 6,6% du PIB non agricole en 1992 à 7,1% en 1996.
- Recul d'un point des dépenses de compensation, en proportion du PIB non agricole, entre 1980 et 1996. Toutefois, la tendance s'est renversée à partir de 1992 : les dépenses de compensation ont augmenté de 0,6% à 1,7% du PIB hors agriculture entre 1992 et 1996.

## **2. Comparaison internationale**

Afin d'évaluer les performances du Maroc en matière de finances publiques par rapport aux pays à niveau de développement économique comparable ou à des économies émergentes, un échantillon de pays a été retenu. Ce dernier est constitué de neuf pays en plus du Maroc : le Chili, la Corée, l'Egypte, l'Espagne, l'Indonésie, la Malaisie, le Portugal, la Tunisie et la Turquie.

### **2.1 Comparaison des recettes budgétaires**

- Importance des recettes budgétaires en pourcentage du PIB se situant, sur la période 1991-95, à 25% pour le Maroc alors que ce ratio n'excède pas 18% pour la Corée, l'Indonésie et la Turquie.
- Pression fiscale très élevée au Maroc qui occupe la seconde place dans l'échantillon après le Portugal.
- Le Maroc se situe parmi les pays de l'échantillon dont les impôts indirects, en pourcentage du PIB, sont les plus importants ( plus de 8%). Ceci est dû aux recettes de la TVA (5,7% du PIB au Maroc) qui ne dépassent pas 4,2% dans d'autres pays de l'échantillon (Malaisie, Tunisie, Indonésie, Corée).
- Insuffisance de la part des impôts directs dans le total des recettes (6%) pour le Maroc relativement à l'Espagne (10,1%), l'Indonésie (9,5%), la Malaisie (9,2%), et le Portugal (9%).

- Niveau le plus élevé, après la Tunisie, de la protection douanière au Maroc comparativement aux autres pays de l'échantillon. Les droits de douane ont représenté au Maroc, pour la période 1991-95, 4,7% du PIB alors qu'ils étaient inférieurs à 1% pour le Portugal, l'Espagne, la Turquie, l'Indonésie et la Corée.

## **2.2 Comparaison des dépenses publiques**

- Importance des dépenses publiques de l'Etat (fonctionnement et investissement) : 26,6% du PIB pour la période 1991-95 pour le Maroc alors qu'elles n'excèdent pas 18% du PIB pour la Corée, le Chili et l'Indonésie.
- Le Maroc occupe la troisième place dans l'échantillon, après l'Egypte et le Portugal, pour ce qui est de l'importance des dépenses courantes en % du PIB. L'importance relative du train de vie de l'Etat dans notre pays provient de la masse salariale et de l'endettement.
- Le Maroc vient après le Portugal en ce qui concerne le poids de la masse salariale en % du PIB. Il est également le pays de l'échantillon où la masse salariale occupe la part la plus importante des dépenses de l'Etat (44,8%).
- Importance des intérêts de la dette au Maroc en % du PIB (5,7%) comparativement à la Corée (0,5%), au Chili (1,2%), à l'Indonésie (2%), à la Tunisie (3,4%) et à la Malaisie (4,2%).

## **Deuxième partie : Comparaison internationale des effectifs des administrations publiques**

L'information relative aux salaires et à l'emploi dans le secteur public (hors entreprises publiques) se heurte pour son harmonisation à des difficultés sur le plan méthodologique. Outre le fait que l'organisation du secteur public diffère d'une économie à l'autre, les concepts utilisés en matière de définition des catégories du personnel sont variables selon les pays.

La Banque Mondiale a essayé d'homogénéiser ces concepts dans un document intitulé « an international statistical survey of government employment and wages ». Elle a distingué séparément l'administration centrale, l'administration locale, la structure publique chargée de l'enseignement, le département de la santé et l'armée.

Sur la base des données fournies par la Banque Mondiale, la Direction des Etudes et des Prévisions Financières a procédé à la comparaison des effectifs et des salaires dans les administrations publiques en tenant compte de plusieurs critères. Il ressort de cette comparaison les éléments suivants :

En prenant en considération l'armée, l'effectif du personnel dans le secteur public (hors entreprises publiques) représente au Maroc, au milieu de la décennie 90, près de 3,1% de la population totale contre une moyenne de 2,3% pour l'Afrique, de 3,2% pour les pays asiatiques, de 3,4% pour l'Amérique Latine, de 4,6% pour l'Afrique du Nord et le Moyen Orient, de 8% pour l'Europe Centrale et Orientale et 8,2% pour l'OCDE.

Hors armée, les fonctionnaires représentent 2,3% de la population totale au Maroc contre une moyenne de 2% pour l'Afrique hors Maghreb, de 2,6% pour les pays asiatiques (y compris la Chine), de 3% pour l'Amérique Latine et les Caraïbes, de 3,9% pour la région MENA, de 6,9% pour l'Europe Centrale et Orientale (y compris la Russie), et de 7,7% pour les pays de l'OCDE.

Par rapport à la population active occupée, les fonctionnaires représentent hors armée 8,3% au Maroc contre une moyenne de 6,3% pour les pays asiatiques, de 6,6% pour l'Afrique, de 8,9% pour l'Amérique Latine, de 16% pour l'Europe Centrale et Orientale, de 17,5% pour la région MENA, et de 17,2% pour les pays de l'OCDE.

L'administration centrale (hors enseignement et santé) occupe 2,9% des actifs employés sur le plan national au Maroc contre 2,4% pour les pays asiatiques, 2,6% pour l'Europe Centrale et Orientale, 3% pour l'Afrique, 3,6% pour l'Amérique Latine, 4,3% pour les pays de l'OCDE et 6,6% pour la région MENA.

L'administration locale (hors enseignement et santé) occupe 1,7% des actifs employés au Maroc contre 1% pour l'Afrique, 1,6% pour les pays asiatiques et l'Europe Centrale et Orientale, 1,8% pour l'Amérique Latine, 3,9% pour la région MENA et 5,7% pour l'OCDE.

La part de l'enseignement public dans l'emploi au niveau national est de 3,2% pour le Maroc contre une moyenne de 1,9% pour les pays asiatiques, de 2% pour l'Afrique, de 2,5% pour l'Amérique Latine et les Caraïbes, de 4,1% pour les pays de l'OCDE, de 5,1% pour la région MENA, et de 6,8% pour l'Europe Centrale et Orientale.

La part de la santé publique dans l'emploi est de 0,5% pour le Maroc contre une moyenne de 0,4% pour les pays asiatiques, de 0,6% pour l'Afrique, de 1,1% pour l'Amérique Latine et les Caraïbes, de 1,9% pour la région MENA, de 3% pour les pays de l'OCDE et de 4,9% pour l'Europe Centrale et Orientale.

La masse salariale publique est de 14% du PIB au Maroc, niveau considéré comme étant le plus élevé à l'échelle mondiale. En fonction de ce critère, les pays qui sont les moins performants sont la Jordanie (14,4%), le Danemark (12,9%) et le Portugal (11,5%). La masse salariale en pourcentage du PIB est en moyenne de 9,8% pour la région MENA, de 7,7% pour les pays asiatiques, de 6,7% pour l'Afrique hors Maghreb, de 4,9% pour l'Amérique Latine, de 4,5% pour les pays de l'OCDE, et de 3,8% pour l'Europe Centrale et Orientale.

Le rapport des salaires moyens public/privé est de 1,3 au Maroc, niveau qui paraît raisonnable. Il est de 1,6 pour les pays de l'OCDE, de 1,4 pour l'Amérique Latine, de 1 pour la région MENA, et de 0,8 pour l'Europe Centrale et Orientale. Les pays pour lesquels ce rapport est élevé sont l'Indonésie (4), la France (3,9), et l'Egypte (3,3).

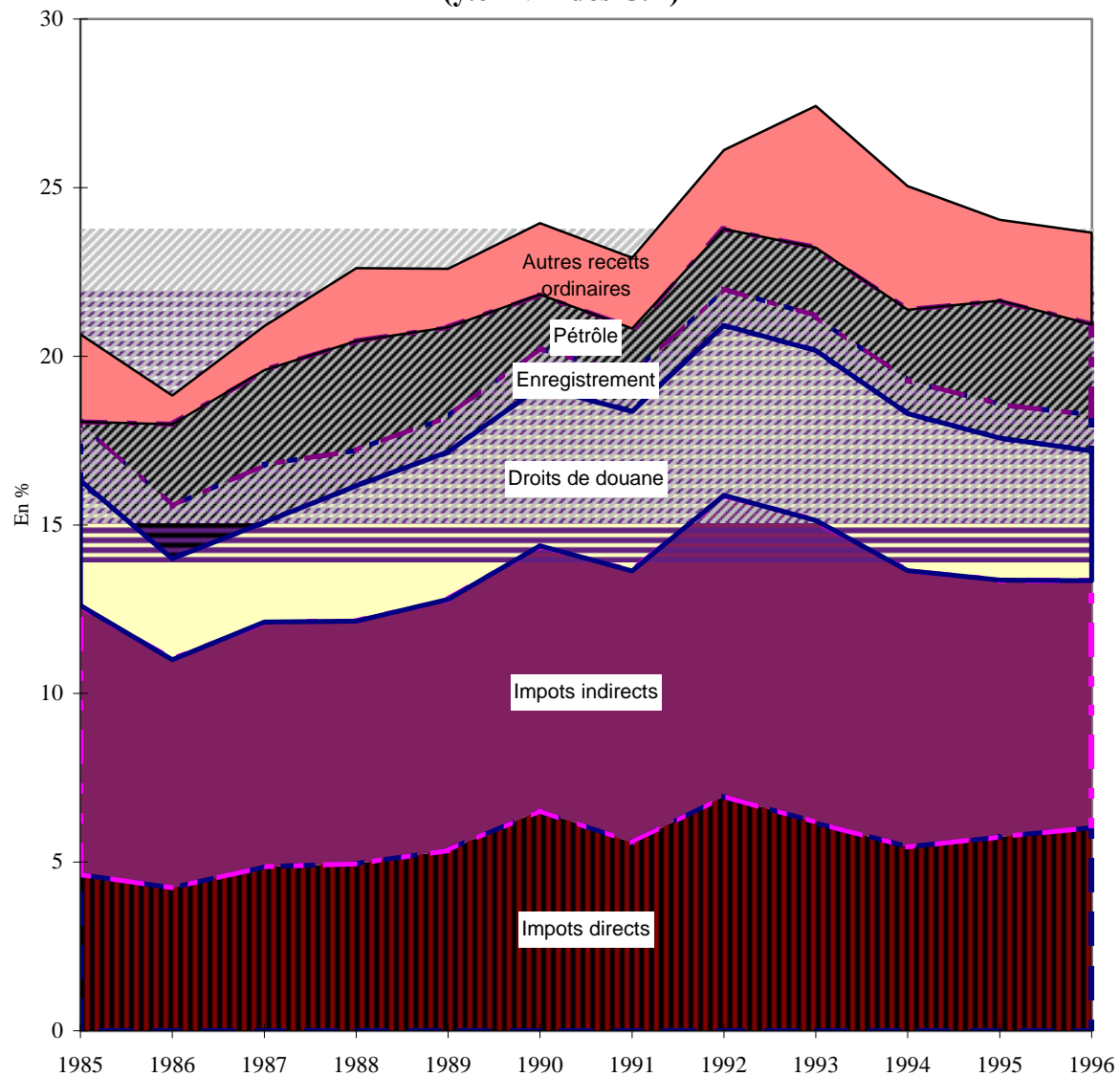
Ramené au PIB par habitant, le salaire public moyen est exorbitant : 4,5 fois pour le Maroc contre 3,4 pour la région MENA, 2,5 en Amérique Latine, et 1,6 pour les pays de l'OCDE. Pour les pays asiatiques, le salaire moyen varie de 1,3 en Chine à 4,2 en Thaïlande.

En conclusion, l'effectif global des fonctionnaires au Maroc ne semble à priori pas excessif quand on le rapporte à l'ensemble de la population ou à la population active occupée. L'effectif de l'administration centrale (hors enseignement et santé) paraît relativement élevé quand on le ramène à l'emploi total. Celui de l'administration locale se situe dans la moyenne des pays asiatiques, d'Amérique Latine ou d'Europe de l'Est.

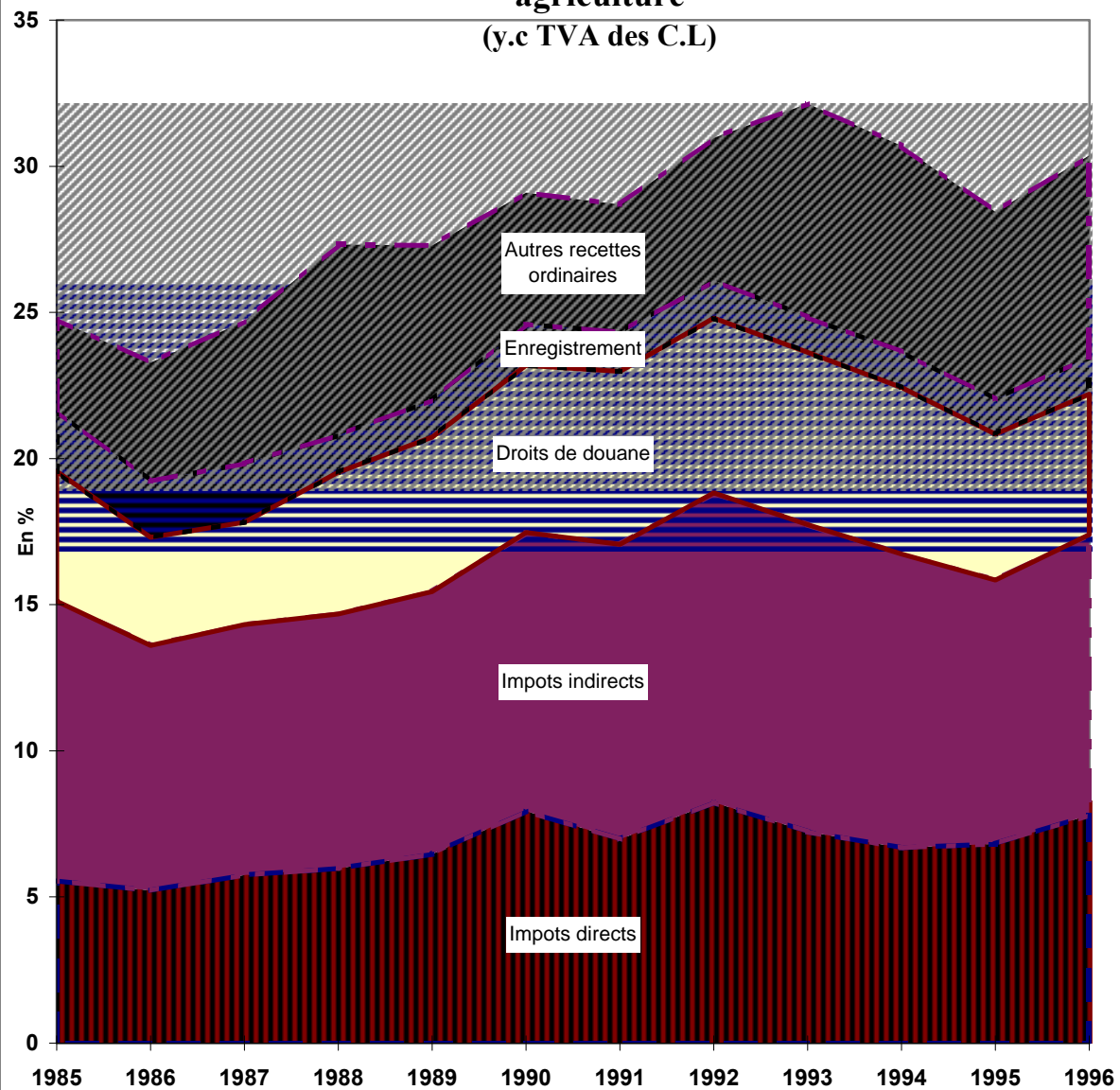
Si les effectifs dans l'éducation nationale semblent importants, un sous encadrement est mis en évidence par contre au niveau de la santé publique.

Le poids disproportionné de la masse salariale publique dans le revenu national s'explique par l'insuffisance du PIB. Celle-ci est due au fait que l'économie nationale ne crée pas encore de richesses suffisantes, mais probablement aussi à la sous-estimation par la comptabilité nationale de l'évaluation du PIB en raison de l'importance du secteur informel.

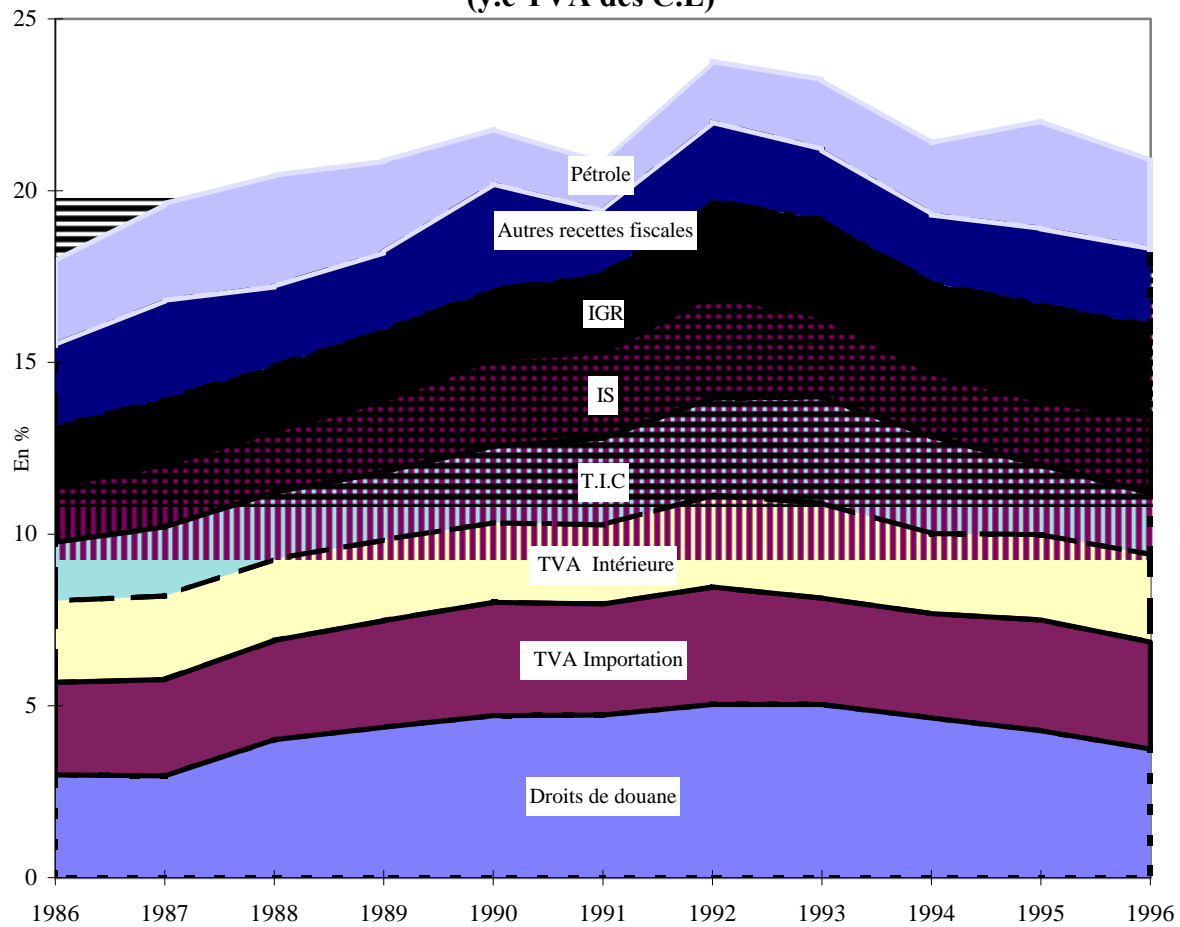
# Evolution des recettes ordinaires en % du PIB (y.c TVA des C.L)



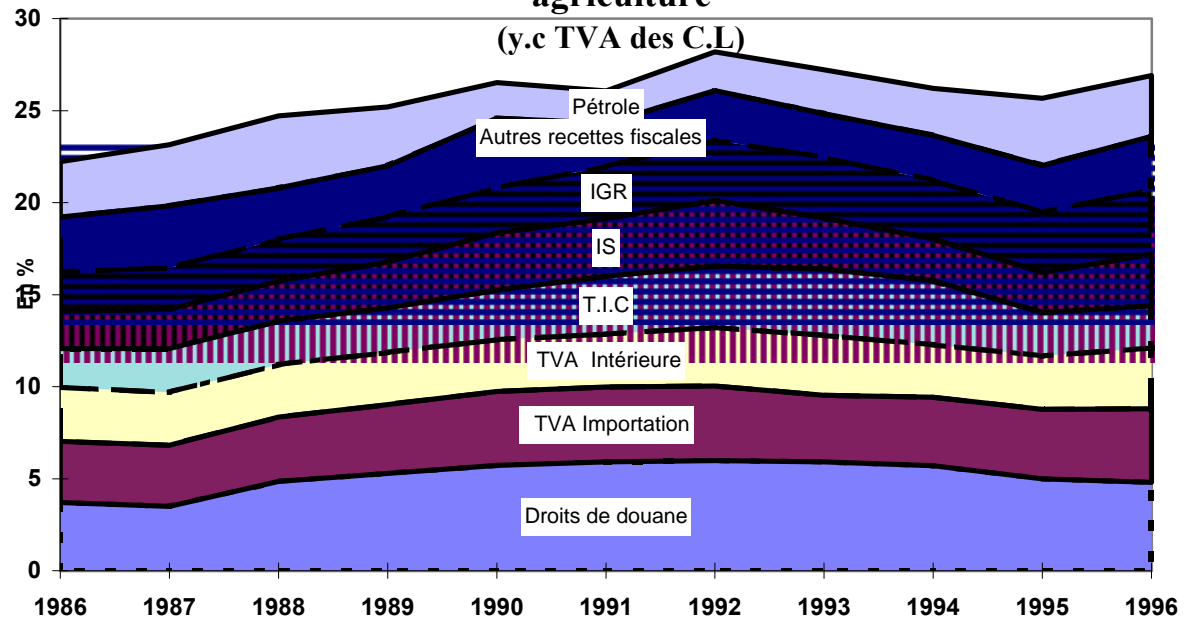
# Evolution des recettes ordinaires en % du PIB hors agriculture (y.c TVA des C.L)



# Evolution des recettes fiscales en % du PIB (y.c TVA des C.L)



# Evolution des recettes fiscales en % du PIB hors agriculture (y.c TVA des C.L)



## Charges et ressources du Trésor

(y compris TVA des collectivités Locales)

*En millions DH*

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
<b>Recettes ordinaires</b>	<b>15193</b>	<b>17838</b>	<b>20476</b>	<b>21082</b>	<b>23469</b>	<b>26746</b>	<b>29144</b>	<b>32747</b>	<b>41050</b>	<b>43823</b>	<b>50976</b>	<b>55559</b>	<b>63670</b>	<b>68336</b>	<b>69949</b>	<b>67630</b>	<b>75077</b>
Impôts directs	3231	3650	4116	4587	5258	6003	6543	7621	8977	10373	13898	13507	16945	15375	15214	16162	19204
Droits de douane	3530	4208	4943	4452	4714	4799	4630	4644	7295	8496	10026	11466	12286	12556	12990	11843	11852
Impôts indirects	5487	5784	7376	8290	9061	10322	10485	11363	13075	14424	16702	19536	21761	22330	22904	21408	23582
Enregistrement et Timbre	1338	1396	1702	1756	2140	2255	2400	2666	1897	2018	2465	2591	2651	2554	2772	2816	3303
<b>Recettes fiscales</b>	<b>13586</b>	<b>15038</b>	<b>18137</b>	<b>19085</b>	<b>21173</b>	<b>23379</b>	<b>24058</b>	<b>26294</b>	<b>31244</b>	<b>35311</b>	<b>43091</b>	<b>47100</b>	<b>53643</b>	<b>52815</b>	<b>53880</b>	<b>52229</b>	<b>57941</b>
Monopoles	167	546	1015	570	610	760	319	475	1264	1346	1575	2258	2301	3375	4836	3114	3170
Domaines	57	56	55	57	62	83	76	97	118	103	155	116	157	196	133	107	138
Autres recettes	583	901	729	620	524	786	920	1016	1798	1918	2184	2113	2739	4254	2671	1569	3054
Produits pétroliers	0	0	0	0	0	0	3771	4406	5886	5145	3371	3372	4320	5054	5833	8656	8160
Privatisation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2141,4	2056,9	1408,6	2378
OCP	800	1297	540	750	1100	1738	0	459	740	0	600	600	510	501	539	546	236
<b>Dépenses totales</b>	<b>22705</b>	<b>28936</b>	<b>31588</b>	<b>30224</b>	<b>32257</b>	<b>37072</b>	<b>42485</b>	<b>41697</b>	<b>49447</b>	<b>55412</b>	<b>58502</b>	<b>63065</b>	<b>68997</b>	<b>74351</b>	<b>78798</b>	<b>82015</b>	<b>84730</b>
1. Dépenses ordinaires	15310	18898	20475	22820	25289	28767	31139	32032	37765	41090	43010	48058	51999	54754	59793	62335	68120
a) Biens et Services	12124	13872	15331	16347	16793	18008	20474	21984	25181	27352	28789	33558	36892	38114	40781	42807	46579
Personnel	7912	9330	10420	11420	12074	13222	14290	15509	17326	19814	21712	24591	25881	25543	29237	31497	n.d
Autres	4212	4542	4911	4927	4719	4786	6184	6475	7855	7538	7077	8967	11011	12571	11544	11310	n.d
b) Dette publique	1759	2924	3144	4841	6341	8066	9132	9416	11307	12042	13200	13308	13527	14722	15817	16783	17285
Intérieure	547	694	765	997	1332	1927	2738	3070	4353	4672	5384	5443	5988	6270	7737	8683	9384
Extérieure	1212	2230	2379	3844	5009	6139	6394	6346	6954	7370	7816	7865	7539	8452	8080	8100	7901
c) Compensation	1427	2102	2000	1632	2155	2693	1533	632	1277	1696	1021	1192	1580	1918	3195	2745	4256
Transferts aux C.L(1)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3592	4026	4462	4383	4499	4746	5378
<b>Solde du budget ordinaire</b>	<b>-117</b>	<b>-1060</b>	<b>1</b>	<b>-1738</b>	<b>-1820</b>	<b>-2021</b>	<b>-1995</b>	<b>715</b>	<b>3285</b>	<b>2733</b>	<b>7966</b>	<b>7501</b>	<b>11671</b>	<b>13582,397</b>	<b>10155,87</b>	<b>5294,584</b>	<b>6957</b>
2. Investissement	7395	10038	11113	7404	6968	8305	11346	9665	11682	14322	15492	15007	16998	19597	19005	19680	16610
<b>Solde du budget général</b>	<b>-7512</b>	<b>-11098</b>	<b>-11112</b>	<b>-9142</b>	<b>-8788</b>	<b>-10326</b>	<b>-13341</b>	<b>-8950</b>	<b>-8397</b>	<b>-11589</b>	<b>-7526</b>	<b>-7506</b>	<b>-5327</b>	<b>-6014,603</b>	<b>-8849,13</b>	<b>-14385,42</b>	<b>-9653</b>
Variation des arriérés	264	-131	2061	-2282	-273	-779	4555	-968	-1840	2246	-1473	-244	151	-1411	-289	5123	-595
<b>Besoin de financement</b>	<b>-7248</b>	<b>-11229</b>	<b>-9051</b>	<b>-11424</b>	<b>-9061</b>	<b>-11105</b>	<b>-8786</b>	<b>-9918</b>	<b>-10237</b>	<b>-9343</b>	<b>-8999</b>	<b>-7750</b>	<b>-5176</b>	<b>-7425,603</b>	<b>-9138,13</b>	<b>-9262,416</b>	<b>-10248</b>
<b>Financement interne</b>	<b>3337</b>	<b>4113</b>	<b>2580</b>	<b>6909</b>	<b>2138</b>	<b>6221</b>	<b>7594</b>	<b>7460</b>	<b>5559</b>	<b>5994</b>	<b>-539</b>	<b>2123</b>	<b>4898</b>	<b>8382</b>	<b>13568</b>	<b>11541</b>	<b>13000</b>
1. Banques	2888	3788	2197	6703	2166	4490	3570	1081	4600	4414	-3270	250	3010	2343	4187	8109	851
3. Ressources non-bancaires	449	325	383	206	-28	1731	4024	959	1580	2731	1873	1888	6039	9381	3432	12149	
<b>Financement externe</b>	<b>3911</b>	<b>7116</b>	<b>6471</b>	<b>4515</b>	<b>6923</b>	<b>4884</b>	<b>1192</b>	<b>2458</b>	<b>4678</b>	<b>3349</b>	<b>9538</b>	<b>5627</b>	<b>278</b>	<b>-957</b>	<b>-4425</b>	<b>-2111</b>	<b>-2753</b>
<b>1. Dons</b>	<b>334</b>	<b>1498</b>	<b>226</b>	<b>1010</b>	<b>139</b>	<b>2508</b>	<b>140</b>	<b>0</b>	<b>1089</b>	<b>0</b>	<b>6265</b>	<b>4993</b>	<b>0</b>	<b>842</b>	<b>619</b>	<b>270</b>	<b>0</b>
<b>2. Emprunts nets</b>	<b>3577</b>	<b>5618</b>	<b>6245</b>	<b>-249</b>	<b>-1905</b>	<b>-4831</b>	<b>-11601</b>	<b>-7438</b>	<b>-4053</b>	<b>-3973</b>	<b>-6672</b>	<b>-4460</b>	<b>-3174</b>	<b>-1799</b>	<b>-5044</b>	<b>-2381</b>	<b>-2753</b>
a) Tirages	5702	8481	9861	7660	6363	5071	5026	5243	5962	6680	5085	5174	6254	7701	4768	7658	7077
b) Amortissement	-2125	-2863	-3616	-7909	-8268	-9902	-16627	-12681	-10015	-10653	-11757	-9634	-9428	-9500	-9812	-10039	-9830
<b>3. Allègement de la dette</b>				<b>3754</b>	<b>8689</b>	<b>7207</b>	<b>12653</b>	<b>9896</b>	<b>7642</b>	<b>7322</b>	<b>9945</b>	<b>5094</b>	<b>3452</b>				
a) Intérêts				1246	1852	508	1417	2142	1898	895	2362	1036	713				
b) Capital				2508	6837	6699	11236	7754	5744	6427	7583	4058	2739				
<b>Solde primaire(2)</b>	<b>1642</b>	<b>1864</b>	<b>3145</b>	<b>3103</b>	<b>4521</b>	<b>6045</b>	<b>7137</b>	<b>10131</b>	<b>14592</b>	<b>14775</b>	<b>21166</b>	<b>20809</b>	<b>25198</b>	<b>28304</b>	<b>25973</b>	<b>22078</b>	<b>24242</b>

(1) Il s'agit de 30% de la TVA

(2) Recettes ordinaires - Dépenses ordinaires+ Dette publique



**Recettes ordinaires**  
( y compris TVA des Collectivités Locales)

*en millions de LFR*

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
<b>Impôts directs</b>	<b>3231</b>	<b>3650</b>	<b>4116</b>	<b>4587</b>	<b>5258</b>	<b>6003</b>	<b>6543</b>	<b>7621</b>	<b>8977</b>	<b>10373</b>	<b>13898</b>	<b>13507</b>	<b>16945</b>	<b>15375</b>	<b>15214</b>	<b>16162</b>	<b>19204</b>
Patente	191	164	282	250	263	375	302	521	726	611	549	129	276	120	197	211	269
IBP+IS	1417	1518	1561	1785	2145	2168	2525	2826	3273	4019	5438	6058	7342	5849	5176	5197	6981
I.B.P	1417	1518	1561	1785	2145	2168	2525	2826	964	1095	825	447	130	475	21	49	32
I.S									2309	2924	4613	5611	7212	5374	5155	5148	6949
IGR+PTS	1088	1306	1564	1847	2026	2417	2694	2975	3397	3956	4268	5473	6697	6999	7277	7733	8462
I.G.R											3457	5282	6629	6975	7257	7706	8453
P.T.S	1088	1306	1564	1847	2026	2417	2694	2975	3397	3956	811	191	68	24	20	27	9
T.P.I	63	54	79	81	69	103	100	111	91	75	124	262	682	429	392	373	482
P.S.N	204	302	357	401	462	581	593	679	840	953	771	727	801	646	702	694	549
T.P.P.R.F													712	856	976	1355	1694
Autres impôts directs	268	306	273	223	293	359	329	509	650	759	2748	858	435	476	494	599	767
<b>Droits de douane</b>	<b>3530</b>	<b>4208</b>	<b>4943</b>	<b>4452</b>	<b>4714</b>	<b>4799</b>	<b>4630</b>	<b>4644</b>	<b>7295</b>	<b>8496</b>	<b>10026</b>	<b>11466</b>	<b>12286</b>	<b>12556</b>	<b>12990</b>	<b>11843</b>	<b>11852</b>
Droit d'importation	1230	1506	1703	1598	1885	2245	2373	3059	3529	3958	4744	5694	6073	6312	6133	5460	5862
P.F.I	2085	2445	2994	2631	2533	2221	2033	1402	3597	4361	5119	5652	6185	6235	6845	6351	5958
Autres	215	257	246	223	296	333	224	183	169	177	163	120	28	9	12	32	32
<b>Impôts indirects</b>	<b>5487</b>	<b>5784</b>	<b>7376</b>	<b>8290</b>	<b>9061</b>	<b>10322</b>	<b>10485</b>	<b>11363</b>	<b>13075</b>	<b>14424</b>	<b>16702</b>	<b>19536</b>	<b>21761</b>	<b>22330</b>	<b>22904</b>	<b>21408</b>	<b>23582</b>
<b>T.V.A</b>	<b>3665</b>	<b>4040</b>	<b>5439</b>	<b>6005</b>	<b>6557</b>	<b>7741</b>	<b>7842</b>	<b>8200</b>	<b>9536</b>	<b>10560</b>	<b>11972</b>	<b>13419</b>	<b>14873</b>	<b>14610</b>	<b>14998</b>	<b>15821</b>	<b>17927</b>
Intérieure	1927	2003	2620	3129	2933	3646	3679	3801	4289	4551	4947	5566	6540	6904	6510	6897	8051
Importation	1738	2037	2819	2876	3624	4095	4163	4399	5247	6009	7025	7853	8333	7706	8488	8924	9876
<b>T.I.C</b>	<b>1822</b>	<b>1744</b>	<b>1937</b>	<b>2285</b>	<b>2504</b>	<b>2581</b>	<b>2643</b>	<b>3163</b>	<b>3539</b>	<b>3864</b>	<b>4730</b>	<b>6117</b>	<b>6888</b>	<b>7720</b>	<b>7906</b>	<b>5587</b>	<b>5655</b>
Tabacs	847	848	958	1266	1477	1526	1620	2040	2361	2565	2987	3154	3835	4292	4590	4546	4690
Autres	975	896	979	1019	1027	1055	1023	1123	1178	1299	1743	2963	3053	3428	3316	1041	965
<b>Enregistrement</b>	<b>1338</b>	<b>1396</b>	<b>1702</b>	<b>1756</b>	<b>2140</b>	<b>2255</b>	<b>2400</b>	<b>2666</b>	<b>1897</b>	<b>2018</b>	<b>2465</b>	<b>2591</b>	<b>2651</b>	<b>2554</b>	<b>2772</b>	<b>2816</b>	<b>3303</b>
<b>Recettes fiscales</b>	<b>13586</b>	<b>15038</b>	<b>18137</b>	<b>19085</b>	<b>21173</b>	<b>23379</b>	<b>24058</b>	<b>26294</b>	<b>31244</b>	<b>35311</b>	<b>43091</b>	<b>47100</b>	<b>53643</b>	<b>52815</b>	<b>53880</b>	<b>52229</b>	<b>57941</b>
<b>Monopoles</b>	167	546	1015	570	610	760	319	475	1264	1346	1575	2258	2301	3375	4836	3114	3170
<b>Domaines</b>	57	56	55	57	62	83	76	97	118	103	155	116	157	196	133	107	138
<b>Autres recettes</b>	583	901	729	620	524	786	920	1016	1798	1918	2184	2113	2739	4254	2671	1569	3054
<b>O.C.P</b>	800	1297	540	750	1100	1738	0	459	740	0	600	600	510	501	539	546	236
<b>Pétrole</b>							3771	4406	5886	5145	3371	3372	4320	5054	5833	8656	8160
<b>Privatisation</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2141	2057	1409	2378
<b>Total</b>	<b>15193</b>	<b>17838</b>	<b>20476</b>	<b>21082</b>	<b>23469</b>	<b>26746</b>	<b>29144</b>	<b>32747</b>	<b>41050</b>	<b>43823</b>	<b>50976</b>	<b>55559</b>	<b>63670</b>	<b>68336</b>	<b>69948,87</b>	<b>67629,58</b>	<b>75077</b>
<b>PIB nominal</b>	<b>74090</b>	<b>79034</b>	<b>92898</b>	<b>99143</b>	<b>112345</b>	<b>129507</b>	<b>154725</b>	<b>156689</b>	<b>181583</b>	<b>193931</b>	<b>212855</b>	<b>242360</b>	<b>243828</b>	<b>249223</b>	<b>279323</b>	<b>281207</b>	<b>320920</b>
<b>PIB nominal hors agricultur</b>	<b>60437</b>	<b>68829</b>	<b>78673</b>	<b>84109</b>	<b>95494</b>	<b>108010</b>	<b>125200</b>	<b>132614</b>	<b>150236</b>	<b>160561</b>	<b>175180</b>	<b>193658</b>	<b>205605</b>	<b>212621</b>	<b>227564</b>	<b>239662</b>	<b>255442</b>

**Recettes ordinaires en % du PIB**

(y compris TVA des Collectivités Locales)

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
<b>Impôts directs</b>	<b>4,4</b>	<b>4,6</b>	<b>4,4</b>	<b>4,6</b>	<b>4,7</b>	<b>4,6</b>	<b>4,2</b>	<b>4,9</b>	<b>4,9</b>	<b>5,3</b>	<b>6,5</b>	<b>5,6</b>	<b>6,9</b>	<b>6,2</b>	<b>5,4</b>	<b>5,7</b>	<b>6,0</b>
Patente	0,3	0,2	0,3	0,3	0,2	0,3	0,2	0,3	0,4	0,3	0,3	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1
IBP+IS	1,9	1,9	1,7	1,8	1,9	1,7	1,6	1,8	1,8	2,1	2,6	2,5	3,0	2,3	1,9	1,8	2,2
I.B.P	1,9	1,9	1,7	1,8	1,9	1,7	1,6	1,8	0,5	0,6	0,4	0,2	0,1	0,2	0,0	0,0	0,0
I.S	-	-	-	-	-	-	-	-	1,3	1,5	2,2	2,3	3,0	2,2	1,8	1,8	2,2
IGR+PTS	1,5	1,7	1,7	1,9	1,8	1,9	1,7	1,9	1,9	2,0	2,0	2,3	2,7	2,8	2,6	2,7	2,6
I.G.R	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,6	2,2	2,7	2,8	2,6	2,7	2,6
P.T.S	1,5	1,7	1,7	1,9	1,8	1,9	1,7	1,9	1,9	2,0	0,4	0,1	0,03	0,01	0,01	0,01	0,00
T.P.I	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,3	0,2	0,1	0,1	0,2
P.S.N	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2
T.P.P.R.F	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,3	0,3	0,3	0,5	0,5
Autres impôts directs	0,4	0,4	0,3	0,2	0,3	0,3	0,2	0,3	0,4	0,4	1,3	0,4	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
<b>Droits de douane</b>	<b>4,8</b>	<b>5,3</b>	<b>5,3</b>	<b>4,5</b>	<b>4,2</b>	<b>3,7</b>	<b>3,0</b>	<b>3,0</b>	<b>4,0</b>	<b>4,4</b>	<b>4,7</b>	<b>4,7</b>	<b>5,0</b>	<b>5,0</b>	<b>4,7</b>	<b>4,2</b>	<b>3,7</b>
Droit d'importation	1,7	1,9	1,8	1,6	1,7	1,7	1,5	2,0	1,9	2,0	2,2	2,3	2,5	2,5	2,2	1,9	1,8
P.F.I	2,8	3,1	3,2	2,7	2,3	1,7	1,3	0,9	2,0	2,2	2,4	2,3	2,5	2,5	2,5	2,3	1,9
Autres	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,05	0,01	0,00	0,00	0,01	0,01
<b>Impôts indirects</b>	<b>7,4</b>	<b>7,3</b>	<b>7,9</b>	<b>8,4</b>	<b>8,1</b>	<b>8,0</b>	<b>6,8</b>	<b>7,3</b>	<b>7,2</b>	<b>7,4</b>	<b>7,8</b>	<b>8,1</b>	<b>8,9</b>	<b>9,0</b>	<b>8,2</b>	<b>7,6</b>	<b>7,3</b>
T.V.A	4,9	5,1	5,9	6,1	5,8	6,0	5,1	5,2	5,3	5,4	5,6	5,5	6,1	5,9	5,4	5,6	5,6
Intérieure	2,6	2,5	2,8	3,2	2,6	2,8	2,4	2,4	2,4	2,3	2,3	2,3	2,7	2,8	2,3	2,5	2,5
Importation	2,3	2,6	3,0	2,9	3,2	3,2	2,7	2,8	2,9	3,1	3,3	3,2	3,4	3,1	3,0	3,2	3,1
T.I.C	2,5	2,2	2,1	2,3	2,2	2,0	1,7	2,0	1,9	2,0	2,2	2,5	2,8	3,1	2,8	2,0	1,8
Tabacs	1,1	1,1	1,0	1,3	1,3	1,2	1,0	1,3	1,3	1,3	1,4	1,3	1,6	1,7	1,6	1,6	1,5
Autres	1,3	1,1	1,1	1,0	0,9	0,8	0,7	0,7	0,6	0,7	0,8	1,2	1,3	nd	1,2	0,4	0,3
<b>Enregistrement</b>	<b>1,8</b>	<b>1,8</b>	<b>1,8</b>	<b>1,8</b>	<b>1,9</b>	<b>1,7</b>	<b>1,6</b>	<b>1,7</b>	<b>1,0</b>	<b>1,0</b>	<b>1,2</b>	<b>1,1</b>	<b>1,1</b>	<b>1,0</b>	<b>1,0</b>	<b>1,0</b>	<b>1,0</b>
<b>Recettes fiscales(*)</b>	<b>18,3</b>	<b>19,0</b>	<b>19,5</b>	<b>19,3</b>	<b>18,8</b>	<b>18,1</b>	<b>15,5</b>	<b>16,8</b>	<b>17,2</b>	<b>18,2</b>	<b>20,2</b>	<b>19,4</b>	<b>22,0</b>	<b>21,2</b>	<b>19,3</b>	<b>18,6</b>	<b>18,1</b>
Pétrole(*)	-	-	-	-	-	-	2,4	2,8	3,2	2,7	1,6	1,4	1,8	2,0	2,1	3,1	2,5
<b>Recettes fiscales + pétrole(*)</b>	<b>18,3</b>	<b>19,0</b>	<b>19,5</b>	<b>19,3</b>	<b>18,8</b>	<b>18,1</b>	<b>18,0</b>	<b>19,6</b>	<b>20,4</b>	<b>20,9</b>	<b>21,8</b>	<b>20,8</b>	<b>23,8</b>	<b>23,2</b>	<b>21,4</b>	<b>21,7</b>	<b>20,6</b>
<b>Monopoles</b>	0,2	0,7	1,1	0,6	0,5	0,6	0,2	0,3	0,7	0,7	0,7	0,9	0,9	1,4	1,7	1,1	1,0
<b>Domaines</b>	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,05	0,1	0,1	0,05	0,04	0,04
<b>Autres recettes</b>	0,8	1,1	0,8	0,6	0,5	0,6	0,6	0,6	1,0	1,0	1,0	0,9	1,1	1,7	1,0	0,6	1,0
<b>O.C.P</b>	1,1	1,6	0,6	0,8	1,0	1,3	0,0	0,3	0,4	0,0	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1
<b>Privatisation</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,9	0,7	0,5	0,7
<b>Total</b>	<b>20,5</b>	<b>22,6</b>	<b>22,0</b>	<b>21,3</b>	<b>20,9</b>	<b>20,7</b>	<b>18,8</b>	<b>20,9</b>	<b>22,6</b>	<b>22,6</b>	<b>23,9</b>	<b>22,9</b>	<b>26,1</b>	<b>27,4</b>	<b>25,0</b>	<b>24,0</b>	<b>23,4</b>

**Recettes ordinaires en % du PIB hors agriculture**

( y compris TVA des Collectivités Locales)

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
<b>Impôts directs</b>	<b>5,3</b>	<b>5,3</b>	<b>5,2</b>	<b>5,5</b>	<b>5,5</b>	<b>5,6</b>	<b>5,2</b>	<b>5,7</b>	<b>6,0</b>	<b>6,5</b>	<b>7,9</b>	<b>7,0</b>	<b>8,2</b>	<b>7,2</b>	<b>6,7</b>	<b>6,7</b>	<b>7,5</b>
Patente	0,3	0,2	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,4	0,5	0,4	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
IBP+IS	2,3	2,2	2,0	2,1	2,2	2,0	2,0	2,1	2,2	2,5	3,1	3,1	3,6	2,8	2,3	2,2	2,7
I.B.P	2,3	2,2	2,0	2,1	2,2	2,0	2,0	2,1	0,6	0,7	0,5	0,2	0,1	0,2	0,0	0,0	0,0
I.S	-	-	-	-	-	-	-	-	1,5	1,8	2,6	2,9	3,5	2,5	2,3	2,1	2,7
IGR+PTS	1,8	1,9	2,0	2,2	2,1	2,2	2,2	2,2	2,3	2,5	2,4	2,8	3,3	3,3	3,2	3,2	3,3
I.G.R	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,0	2,7	3,2	3,3	3,2	3,2	3,3
P.T.S	1,8	1,9	2,0	2,2	2,1	2,2	2,2	2,2	2,3	2,5	0,5	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
T.P.I	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2
P.S.N	0,3	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2
T.P.P.R.F	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,3	0,4	0,4	0,6	0,7
Autres impôts directs	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,5	1,6	0,4	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3
<b>Droits de douane</b>	<b>5,8</b>	<b>6,1</b>	<b>6,3</b>	<b>5,3</b>	<b>4,9</b>	<b>4,4</b>	<b>3,7</b>	<b>3,5</b>	<b>4,9</b>	<b>5,3</b>	<b>5,7</b>	<b>5,9</b>	<b>6,0</b>	<b>5,9</b>	<b>5,7</b>	<b>4,9</b>	<b>4,6</b>
Droit d'importation	2,0	2,2	2,2	1,9	2,0	2,1	1,9	2,3	2,3	2,5	2,7	2,9	3,0	3,0	2,7	2,3	2,3
P.F.I	3,4	3,6	3,8	3,1	2,7	2,1	1,6	1,1	2,4	2,7	2,9	2,9	3,0	2,9	3,0	2,6	2,3
Autres	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,01	0,00	0,01	0,01	0,01
<b>Impôts indirects</b>	<b>9,1</b>	<b>8,4</b>	<b>9,4</b>	<b>9,9</b>	<b>9,5</b>	<b>9,6</b>	<b>8,4</b>	<b>8,6</b>	<b>8,7</b>	<b>9,0</b>	<b>9,5</b>	<b>10,1</b>	<b>10,6</b>	<b>10,5</b>	<b>10,1</b>	<b>8,9</b>	<b>9,2</b>
<b>T.V.A</b>	<b>6,1</b>	<b>5,9</b>	<b>6,9</b>	<b>7,1</b>	<b>6,9</b>	<b>7,2</b>	<b>6,3</b>	<b>6,2</b>	<b>6,3</b>	<b>6,6</b>	<b>6,8</b>	<b>6,9</b>	<b>7,2</b>	<b>6,9</b>	<b>6,6</b>	<b>6,6</b>	<b>7,0</b>
Intérieure	3,2	2,9	3,3	3,7	3,1	3,4	2,9	2,9	2,9	2,8	2,8	2,9	3,2	3,2	2,9	2,9	3,2
Importation	2,9	3,0	3,6	3,4	3,8	3,8	3,3	3,3	3,5	3,7	4,0	4,1	4,1	3,6	3,7	3,7	3,9
<b>T.I.C</b>	<b>3,0</b>	<b>2,5</b>	<b>2,5</b>	<b>2,7</b>	<b>2,6</b>	<b>2,4</b>	<b>2,1</b>	<b>2,4</b>	<b>2,4</b>	<b>2,4</b>	<b>2,7</b>	<b>3,2</b>	<b>3,4</b>	<b>3,6</b>	<b>3,5</b>	<b>2,3</b>	<b>2,2</b>
Tabacs	1,4	1,2	1,2	1,5	1,5	1,4	1,3	1,5	1,6	1,6	1,7	1,6	1,9	2,0	2,0	1,9	1,8
Autres	1,6	1,3	1,2	1,2	1,1	1,0	0,8	0,8	0,8	0,8	1,0	1,5	1,5	nd	1,5	0,4	0,4
<b>Enregistrement</b>	<b>2,2</b>	<b>2,0</b>	<b>2,2</b>	<b>2,1</b>	<b>2,2</b>	<b>2,1</b>	<b>1,9</b>	<b>2,0</b>	<b>1,3</b>	<b>1,3</b>	<b>1,4</b>	<b>1,3</b>	<b>1,3</b>	<b>1,2</b>	<b>1,2</b>	<b>1,2</b>	<b>1,3</b>
<b>Recettes fiscales(*)</b>	<b>22,5</b>	<b>21,8</b>	<b>23,1</b>	<b>22,7</b>	<b>22,2</b>	<b>21,6</b>	<b>19,2</b>	<b>19,8</b>	<b>20,8</b>	<b>22,0</b>	<b>24,6</b>	<b>24,3</b>	<b>26,1</b>	<b>24,8</b>	<b>23,7</b>	<b>21,8</b>	<b>22,7</b>
Pétrole(*)							3,0	3,3	3,9	3,2	1,9	1,7	2,1	2,4	2,6	3,6	3,2
<b>Recettes fiscales + pétrole(*)</b>	<b>22,5</b>	<b>21,8</b>	<b>23,1</b>	<b>22,7</b>	<b>22,2</b>	<b>21,6</b>	<b>22,2</b>	<b>23,1</b>	<b>24,7</b>	<b>25,2</b>	<b>26,5</b>	<b>26,1</b>	<b>28,2</b>	<b>27,2</b>	<b>26,2</b>	<b>25,4</b>	<b>25,9</b>
<b>Monopoles</b>	0,3	0,8	1,3	0,7	0,6	0,7	0,3	0,4	0,8	0,8	0,9	1,2	1,1	1,6	2,1	1,3	1,2
<b>Domaines</b>	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1
<b>Autres recettes</b>	1,0	1,3	0,9	0,7	0,5	0,7	0,7	0,8	1,2	1,2	1,2	1,1	1,3	2,0	1,2	0,7	1,2
<b>O.C.P</b>	1,3	1,9	0,7	0,9	1,2	1,6	0,0	0,3	0,5	0,0	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1
<b>Privatisation</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,0	0,9	0,6	0,9
<b>Total</b>	<b>25,1</b>	<b>25,9</b>	<b>26,0</b>	<b>25,1</b>	<b>24,6</b>	<b>24,8</b>	<b>23,3</b>	<b>24,7</b>	<b>27,3</b>	<b>27,3</b>	<b>29,1</b>	<b>28,7</b>	<b>31,0</b>	<b>32,1</b>	<b>30,7</b>	<b>28,2</b>	<b>29,4</b>

(\*) Pour la sous-période (83-92), la moyenne est calculée sur la période 86-92





